

L'Adresse—M^{me} Cossitt

La question de la productivité est l'une des rares qui ait reçu une attention raisonnable de la part de ce gouvernement. Nous devons, je suppose, lui être reconnaissants d'avoir fini par admettre que certains problèmes se posent et qu'il faut augmenter la productivité pour relancer l'économie.

Le chef de l'opposition (M. Mulroney) a fait un brillant discours sur la nécessité d'améliorer la productivité, dans lequel il a expliqué pourquoi nous ne sommes pas parvenus à maintenir, voire à augmenter, la productivité depuis 1974. Il a dit qu'il fallait aborder le problème dans un esprit de collaboration, pour rendre au travail sa pleine valeur et sa dignité. Avec le concours du patronat et des travailleurs, le gouvernement peut trouver un moyen d'augmenter la productivité en s'attaquant aux causes de sa stagnation. Ce n'est pas en décernant des décorations, des médailles ni des rubans que l'on augmentera la productivité. S'il en était ainsi, la base industrielle ne serait pas aussi inefficace et aussi peu productive qu'elle ne l'est en Union soviétique, où il y a des héros du travail.

Monsieur le Président, la productivité vient du sentiment de dignité et de satisfaction que procure le travail. Elle vient de la fierté, de la connaissance du métier et de la réalisation d'une œuvre. Elle vient du sentiment de stabilité et de sécurité que l'on éprouve dans son travail. Elle vient du sentiment profond de donner un sens à sa vie, d'avoir un but; grâce à nos aptitudes, à notre intelligence et à notre confiance en nous et dans la société, nous pouvons faire une œuvre valable. Nous pouvons améliorer la situation et léguer à nos enfants un héritage supérieur au nôtre. C'est cela le progrès de l'humanité. C'est grâce à cet esprit que ce pays formidable a été créé et édifié, de l'époque des premiers explorateurs et pionniers à nos jours. Nous, citoyens originaires de nombreux pays différents et de nombreuses couches de la société, qui pouvons être fiers d'être Canadiens, nous sommes un symbole. Pour une bonne partie du monde, nous sommes le symbole d'un pays rude d'une grande beauté, qui regorge de possibilités, un pays de forêts et de montagnes, de plaines et de lacs, un pays d'agriculteurs, de bûcherons et de mineurs qui gagnent leur pain tout en alimentant la base industrielle mondiale.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts) peut le confirmer à la Chambre; chaque année, des centaines de milliers de personnes de tous les pays du monde essaient d'immigrer au Canada.

M. Murphy: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je m'excuse auprès du député qui parle, mais il y a vraiment trop de bruit et de bavardages dans les rangs ministériels. Je crois qu'il faudrait rappeler ces députés à l'ordre.

● (1730)

Le président suppléant (M. Guilbault): L'argument est valable. Quand un député a la parole, tous les autres devraient lui manifester un certain respect.

Mme Cossitt: Merci, monsieur le Président. Je remercie également mon collègue de Churchill de son intervention.

Comme je le disais, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a beau citer à la Chambre le nombre de personnes qui voudraient immigrer au Canada chaque année, je suis certaine que ces statistiques représentent seulement un faible pourcentage de tous ceux qui voudraient vraiment venir au Canada. Pourtant, sur ces milliers et peut-être ces millions de personnes qui réclament la possibilité de venir partager notre rêve en

travaillant pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, combien voudraient encore venir s'ils savaient qu'ils allaient avoir affaire à un gouvernement qui a toujours méprisé nos traditions d'indépendance et d'initiative, et qui a rendu les règlements plus importants que les entreprises elles-mêmes. Entre les carences du pays pauvre qu'ils laisseraient derrière eux et le manque d'égard qui les attend ici, je ne sais trop ce qui est le pire.

Où sont passés notre confiance en l'avenir, notre conviction qu'il y aurait toujours du travail pour tous les Canadiens qui en voulaient un? Si quelqu'un avait une bonne idée, n'étions-nous pas certains qu'il pouvait l'exploiter? Ce qui c'est produit, c'est tout simplement que le gouvernement a mis les deux pieds dans le plat. Comme il croyait toujours avoir les meilleurs idées et qu'il disposait de davantage de ressources, il a érodé lentement mais sûrement l'esprit d'entreprise et d'initiative qui caractérisait notre économie.

La plupart des jeunes Canadiens qui pénètrent aujourd'hui sur le marché du travail ont pratiquement perdu le sens de la continuité, de la sécurité et des réalisations qui appartenait depuis longtemps à notre héritage. Ils ont pourtant eux aussi des rêves et des aspirations. Allons-nous simplement leur dire qu'ils n'ont plus le droit d'avoir ces rêves et ces aspirations, imposant par le fait même une autre règle à observer? Existe-t-il un antidote aux craintes et à l'incertitude qui montent au fur et à mesure que des changements technologiques s'opèrent dans le milieu travail?

Je crois que nous devons non seulement surmonter ces doutes véritables et très humains au sujet des mutations technologiques, mais nous devons en même temps retrouver cet esprit, cette éthique du travail, cette fierté devant l'effort accompli. Alors seulement nous retrouverons notre productivité, quels que soient le produit, le processus ou la machine. Mais comment? Non pas avec des médailles, d'autres rapports ou des groupes de travail sur la technologie et la microélectronique. Nous en avons eu largement assez pour connaître le problème. Aujourd'hui, il est temps de trouver une solution. Nous devons commencer à édifier une structure qui donnera des emplois durables à tous les Canadiens qui veulent travailler. Il faut prévoir des mécanismes de formation, de recyclage et de rééducation capables de donner une nouvelle orientation à peut-être quatre millions de Canadiens dont la compétence professionnelle deviendra désuète au cours des quelques prochaines années. D'ici 1990, plus d'un million de femmes seulement perdront leur emploi ou devront rentrer dans le ghetto du travail non spécialisé, si nous n'établissons pas un système capable de les recycler et de leur confier des postes plus spécialisés à mesure qu'elles se perfectionneront.

D'après le Conseil des sciences du Canada, organisme présidé par un monsieur qui possède d'impeccables références libérales, M. Stuart Smith, il faut en arriver à consacrer annuellement pas moins de 5 p. 100 de notre PNB à la formation et au recyclage. C'est seulement à ce prix que nous pourrions espérer demeurer concurrentiels, donner aux Canadiens les emplois dont ils auront besoin et les compétences requises pour occuper ces emplois. Pourtant, monsieur le Président, rien dans le discours du trône ne permet de croire que le gouvernement est le moins conscient de l'ampleur de la tâche qui nous attend. Il parle de compétitivité et d'industries concurrentielles à l'échelle mondiale, mais les engagements en ce qui